

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 25/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TITANOBEL**

ETABLISSEMENT DE VONGES  
Route de Pontailler  
21270 Vonges

Références : 0005401343/2024-286

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 Vonges. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 "Shunts & By-pass".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TITANOBEL
- Route de Pontailler 21270 Vonges
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est classé SEVESO Seuil Haut.

A la demande de l'inspection des installations classées, la visite in-situ a été réalisée au sein de l'atelier du bâtiment 815. Les autres ateliers n'ont pas été visités.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'existe pas de système de gestion formalisé des shunts et by-pass de barrières de sécurité ou de Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), [à noter qu'ils sont peu mis en œuvre sur des MMR]. Des actions sont en cours en ce sens (rédaction de procédures et modes opératoires, notamment) et il reviendra à l'exploitant de finaliser les actions initiées et de s'assurer de l'efficacité du dispositif qui sera déployé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  L'enregistrement "suivi des mesures de maîtrise des risques" (annexe 2 PRS-02-01, annexe C du 06/10/2021) a été consulté. Certaines MMR ne peuvent matériellement pas être by-passées car il s'agit de mesures constructives (exemples : MMR-VON-09 ou MMR-VON-10). Pour les autres MMR, les shunts et by-pass ne sont pas autorisés sur le site car ces opérations seraient susceptibles de remettre en question les conclusions des études de sécurité au travail (EST). Si un shunt ou by-pass sur des MMR s'avérait nécessaire, l'exploitant indique qu'il ne pourrait être réalisé que par 2 collaborateurs dont le Directeur technique du site. Par ailleurs, les opérations de maintenance des MMR ne nécessitent pas leur shunt ou leur by-pass. La gestion des modifications est assurée par la direction technique (équipe nationale dédiée).  Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Présence d'une procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  La gestion des shunts et by-pass n'est pas procédurée. Néanmoins, une procédure (EHS-003-02.doc) et des modes opératoires associés sont en cours de rédaction et seront intégrés dans la documentation locale sous la procédure chapeau du Système de gestion de la sécurité (SGS) n°

PRS-03-01 relative à la maîtrise des interventions réalisées sur les sites Titanobel. Ces documents seront donc inclus dans le Système de Gestion de la Sécurité (SGS).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu que l'exploitant complète son système de gestion de la sécurité avec la procédure susvisée ainsi que les modes opératoires ou consignes associées en s'assurant que ces documents répondront bien aux différentes prescriptions réglementaires applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Revue de la procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  Le fichier Evenement_TNG.xls a été consulté. Il répertorie l'ensemble des événements signalés survenus sur le site. Une colonne a été créée récemment et permet de mettre en évidence si l'incident concerne une MMR. L'inspection recommande de passer en revue les événements antérieurs à la date d'ajout de cette colonne afin de bien mettre en évidence tous les événements survenus sur les MMR depuis le début des enregistrements dans ce fichier et d'améliorer ainsi le retour d'expérience.  La fiche détaillée de l'évènement VON/04/2021 a été consultée. Cet évènement concerne un shunt de sécurité sur l'automate de programmation "PLC" ayant entraîné un dépassement des consignes de pression et un éclatement du disque de rupture. Suite à cet incident, l'analyse a été réalisée et il s'avérait que le shunt était posé depuis plus d'un an avant la survenue de l'évènement. Des actions correctives ont été réalisées et l'automate similaire sur le site de Titanobel Pontailier a été vérifié. L'automate "PLC" a depuis cet évènement été changé.  Des procédures de maintenance et un registre des shunts et by-pass auraient sans doute permis d'encadrer la pose et surtout la dépose de ce shunt. Néanmoins, une procédure (EHS-003-02.doc) et des modes opératoires associés sont en cours de rédaction et seront intégrés dans la documentation locale sous la procédure chapeau du Système de gestion de la sécurité (SGS) n°

PRS-03-01 relative à la maîtrise des interventions réalisées sur les sites Titanobel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Cf. demande formulée à l'exploitant au point de contrôle n°2
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le shunt ou by-pass des MMR n'est pas autorisé par l'exploitant sur le site. La maintenance des MMR ne nécessite ni shunt ni by-pass.</p> <p>Il n'existe pas de procédure de shunt et by-pass.</p> <p>Néanmoins, une procédure (EHS-003-02.doc) et des modes opératoires associés sont en cours de rédaction et seront intégrés dans la documentation locale sous la procédure chapeau du Système de gestion de la sécurité (SGS) n° PRS-03-01 relative à la maîtrise des interventions réalisées sur les sites Titanobel.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Cf. demande formulée à l'exploitant au point de contrôle n°2 Pour les barrières et MMR, l'exploitant pourra prendre en compte les prescriptions du guide professionnel DT 93 de juillet 2011 pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) pour la rédaction de ses documents.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Mise en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, le jour de l'inspection, aucun shunt ou by-pass n'est en place. Une visite de l'atelier 815 a été réalisée. L'automate PLC, jouant un rôle de sécurité (contrôle et supervision des températures et pression en cours de fabrication, notamment), des échanges entre l'exploitant et l'inspection ont eu lieu à proximité de l'automate. Lors de la visite un opérateur était connecté. L'inspection a donc interrogé l'opérateur connecté pour identifier les fonctionnalités accessibles avec son profil : celui-ci a bien su expliquer les paramètres de sécurité de la fabrication (température et pression) et a indiqué que seule la formulation est accessible à son niveau (sans impact sur la sécurité lors de la fabrication). Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Au cours de cette visite, la présence a été constatée, tout au long de la chaîne de fabrication et de conditionnement, de boutons d'arrêt d'urgence. Toute personne présente dans l'atelier a la possibilité de les activer en cas de problème important. Or aucune consigne n'encadre le déclenchement et le réarmement: il est possible de réarmer le bouton d'arrêt d'urgence puisqu'aucune identification n'est prévue ni aucun dispositif de réarmement spécifique. Il a également été constaté la présence de clés permettant l'ouverture de l'armoire électrique de la chaîne de conditionnement. L'exploitant a immédiatement retiré la clé et l'a confiée à un personnel de maintenance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Cf. demande formulée à l'exploitant au point de contrôle n°2 L'exploitant devra préciser dans ses procédures les conditions de réarmement des arrêts d'urgence</p>

ainsi que les conditions d'accès aux différents équipements de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>• la tenue à jour des procédures ;</li> <li>• le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>• la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de prévention PP-136-2023 relatif à la vérification des installations électriques, établi entre Titanobel et la société APAVE, a été présenté à l'inspection des installations classées. La vérification des installations électriques est une MMR (MMR-VON-05). La prestation est assurée par le même intervenant depuis de nombreuses années qui connaît le site et l'impact potentiel de son travail sur la MMR.</p> <p>Un dossier de formation d'une personne de la maintenance a été consulté en format papier. Ses habilitations, et notamment son habilitation électrique valable pour l'ensemble des installations électriques du site (ELB191-0103 du 12/03/2024) ont été consultées. Les habilitations et niveaux de compétence sont formalisés.</p> <p>Lors de la visite in-situ au sein de l'atelier 815, un opérateur de production a su indiquer à l'inspection la procédure à respecter et les personnes autorisées à poser un shunt ou by-pass (appel de la maintenance).</p> <p>Ces points n'appellent pas de remarque de l'inspection.</p> <p>Il n'existe pas de matrice traçant les droits à poser des shunts et by-pass avec les compétences associées. Une telle matrice permettrait de sécuriser le dispositif de gestion des shunts et by-pass.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



Cf. demande formulée à l'exploitant au point de contrôle n°2  
Lors de la rédaction des documents, il conviendra d'encadrer les droits à poser des shunts et by-pass avec les compétences associées, si possible sous forme de matrice.

**Type de suites proposées :** Sans suite